

A-2244/09-32



CHFEP

Chambre des fonctionnaires
et employés publics

11-A, avenue de la Porte-Neuve | L-2227 Luxembourg | Tél.: 47 22 24 | Fax: 47 23 74 | E-mail: chfep@chfep.lu

A V I S

sur

l'avant-projet de règlement grand-ducal fixant les conditions et modalités selon lesquelles les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'enseignement peuvent accéder aux grades de substitution prévus à l'article 22, section VII, de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Par dépêche du 8 mai 2009, Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a demandé, "*dans les meilleurs délais possibles*", l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur l'avant-projet de règlement grand-ducal spécifié à l'intitulé.

Très exactement une semaine plus tard, Madame le Ministre a informé la Chambre "*qu'en date de ce jour (donc le 15 mai déjà!) le gouvernement en conseil a donné son aval au projet de règlement sus mentionné*"!

* * *

La Chambre des fonctionnaires et employés publics déplore cette mentalité de rouleau compresseur qui caractérise la bonne vingtaine de demandes d'avis émanant dudit Ministère depuis le début de l'année. En l'espèce, la malsaine précipitation est d'autant plus incompréhensible qu'il n'y a pas péril en la demeure, le futur règlement ne devant sortir ses effets, au terme de l'article 23 de son avant-projet, que "*le 15 septembre 2009*".

Que cette hâte ne profite guère à la qualité du travail présenté est prouvé par le dernier alinéa de l'exposé des motifs, qui tente en effet de justifier le recours à la procédure d'urgence par l'affirmation que "*l'entrée en vigueur du présent texte est prévue pour le 15 décembre 2009*" ...

* * *

Le règlement grand-ducal qui doit découler de l'avant-projet sous avis est destiné à remplacer celui du 30 avril 1987 fixant les conditions et modalités selon lesquelles les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'enseignement peuvent accéder aux grades de substitution prévus pour leurs carrières par la loi modifiée du 22 juin 1963 sur les traitements.

La refonte dudit texte est devenue nécessaire en raison du "*reclassement des différentes fonctions de l'instituteur ... au grade E5 de la carrière supérieure de l'enseignement*". Il est en conséquence évident que l'avant-projet reprenne l'essentiel du texte qu'il doit remplacer, tout en modifiant les dispositions qui doivent l'être en raison du reclassement dont question ci-avant.

Dans ce contexte, la Chambre approuve particulièrement la disposition de l'article 2, qui considère comme deux entités distinctes l'enseignement postprimaire, d'une part, et l'enseignement fondamental et assimilés, de l'autre, ceci afin d'éviter, comme le précise à juste titre l'exposé des motifs, "*les problèmes pouvant résulter de la structure d'âge différente des deux corps enseignants*".

Par contre, c'est avec étonnement que la Chambre prend connaissance de l'affirmation selon laquelle "*la disposition figurant à l'article 8 est tenue en suspens en raison du fait que les représentants syndicaux des inspecteurs (GRIP/CGFP) ont porté le litige qui les oppose au gouvernement devant le médiateur*". En effet, la lettre ministérielle laisse ouvert s'il s'agit là d'un geste bienveillant à l'égard des intéressés ou, au contraire, d'une menace voire de chantage. Quoi qu'il en soit, la Chambre estime que l'avant-projet sous avis, mesure d'exécution de la loi sur les traitements, ne doit pas servir d'instrument de répression dans un dossier revendicatif qui y est étranger.

Pour le reste, l'avant-projet ne donne pas lieu à critique, de sorte que la Chambre des fonctionnaires et employés publics, non sans renvoyer à la remarque introductive du présent avis, y marque son accord.

(Avis émis conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 2, du règlement d'ordre interne de la Chambre des fonctionnaires et employés publics).

Luxembourg, le 25 mai 2009.

Le Directeur,

G. MULLER

Le Président,

E. HAAG